

NOTA

Van: KA-R.A.

Aan: Hoofd B(BIII)

No. E 957

ONDERWERP: Overzicht van de Franse Communistische Pers.

B1593

niet bij ACD  
ontv. 11/4-51

- 1) SARDINE doet ons in aansluiting op onze nota No. E 926 dd. 18-12-50 bijgaand overzicht van de Franse Communistische Pers over November 1950 toekomen.
- 2) Hij zou gaarne vernemen, of wij er prijs op stellen dit overzicht geregeld te ontvangen.

5-1-51, H

6.15  
09.24-05.2

26 Jan  
13 APR. 1951  
ACD/101901

Dongesman en ~~B.II~~ ~~B.III~~ ~~B.IV~~  
17.9-1-51  
B.II 20-2-51  
B.III

Door onoplettendheid mijner zijds niet tijdig doorgezonden. Worden leunen ding ook van II van veel belang en is verschuld digg BXI 20-2-51

Voor zover mij bekend, werd het voorz. en ook aan andere aff. gezonden. Het is mij niet bekend of S. daarvan reeds bericht heeft ontvangen. B.II e. 21.3.51.

0/1-57

B.II op het voorz. geschiedt met plichtige maat, nog niet geprejud.

B.III 22.2.51

[REDACTED]  
December 7, 1950.

F R A N C E

---

Communism

REVIEW OF THE COMMUNIST PRESS IN FRANCE

November 1950

S U M M A R Y

PART I GENERAL Paras 1 - 7

PART II STRENGTH

Local elections appear to show that the P.C.F. is not losing support of the masses (8) - But failure of youth movement (9)  
C.G.T. trying to rally forces round their economic programme (10)

PART III ORGANISATION

A. Party Organisation

LECOEUR announces changes in the secretariat (11) - militants de base must do their fair share (12) - Léo FIGUERES analyses the failure of the communist controlled youth organisation (U.J.R.F.) to make headway (13) - suggested formation of "groupes d'entreprise U.J.R.F." (14) - three U.J.R.F. bureau members transferred to the W.F.D.Y. (15) - no headway amongst the peasants (16) - errors of certain communist conseillers généraux (17)

B. C.G.T. Organisation

Proper functions of the Unions Locales defined (18) - various suggestions for keeping in touch with the rank and file trade unionist (19) decrease of activity in the Doubs (20) - a conference of North African workers planned for December 3rd (21)

/PART IV

#### PART IV TACTICS

##### A. 2nd World Congress of Defenders of Peace

The preparatory assemblies clearly lacked true "mass" character (22) - Accusation that the French police co-operated with the British to provide information on the French delegates (23) - In publicity given to WARSAW Congress contrast between British "iron curtain" and POLAND's welcome to all delegates (24)

##### B. Anti-American Propaganda

Propaganda against the re-armament of GERMANY, the lengthening of military service, the wars in INDO CHINA and KOREA continue, with an increased anti-American motifs (25-26) - The fellow travelling review, "Cahiers Internationaux", devotes a special number to "La Guerre ou la Paix". The articles analyse the forces leading towards war, and in particular the position of American capitalism. Paul SWEEZY affirms that the UNITED STATES are not dreaming of world conquest; Jean DURET replies that the armaments race creates international tension, increasing enormously the danger of war. An anonymous general affirms that western EUROPE is indefensible against an attack from the East (27) - France Nouvelle on the "will for Peace" of the Soviet Union and Démocratie Nouvelle on the theme that American imperialism aims at world domination (28) - The C.G.T. protests against American use of the ports of LA PALlice and BORDEAUX (29) - France d'Abord publishes an intelligence report on American installations in FRANCE (30) - the dockers will carry on the struggle against the unloading of American material and the loading of material for the Indochinese war (31) - BILLOUX attacks the re-armament of GERMANY (32) - Abbé BOULIER continues the neutrality discussion (33) -

##### C. United of Action

Failings of the Fédération Nord-Maritime, and instructions for action at DUNKIRK, CALAIS and BOULOGNE in order to achieve unity of action (34)

##### D. The Economic Plan of the C.G.T.

Role of the C.G.T. délégués in the comités d'entreprise in popularising the Economic Plan of the C.G.T. (25)

#### PART V MISCELLANEOUS

Discovery of an arms cache at FONTENAY - MONTREUIL, in the PARIS suburbs (36).

-----

France

Communism

REVIEW OF THE COMMUNIST PRESS IN FRANCE

November 1950

PART I - GENERAL

1. Trois problèmes principaux préoccupaient la presse communiste et apparentée pendant le mois de Novembre:

- a) Le 2-ème Congrès Mondial des Partisans de la Paix;
- b) les répercussions de la maladie et du départ de Maurice THOREZ;
- c) la propagande anti-américaine.

2. Au début du mois les journaux communistes et "démocratiques" étaient remplis des comptes rendus sur les préparatifs au Congrès de Sheffield. Après le refoulement de l'U.K. de la grande partie des délégués à ce congrès, la presse communiste et apparentée avait développé une violente campagne contre les mesures prises par le gouvernement britannique, en dénonçant "le rideau de fer" suspendu autour des Iles Britanniques. Dès l'ouverture du 2-ème Congrès mondial des Partisans de la Paix à Varsovie les reportages de ces assises avaient remplis les colonnes de ces journaux et périodiques.

3. Tout en évitant de mettre en évidence la crise provoquée au sein du Parti par la maladie et le départ de Maurice THOREZ, la presse communiste a multiplié les efforts pour stimuler l'activité du Parti en recommandant aux militants à tous les échelons l'intensification de leur travail en vue de colmater le vide créé par l'absence du secrétaire général "parce qu'on ne remplace pas Maurice THOREZ" comme l'a déclaré Auguste LECOEUR la nouvelle vedette du Parti.

4. Tout en continuant la propagande contre le réarmement de l'Allemagne, contre les 18 mois, contre les guerres en Corée et au Viet-Nam, la presse communiste et apparentée concentre visiblement ses efforts à exploiter la crainte générale de la guerre pour développer dans l'opinion publique française des sentiments anti-américains. La création des bases américaines dans les ports de Bordeaux et de La Pallice - La Rochelle est violemment dénoncée comme une nouvelle occupation étrangère. La discussion sur la neutralité de la France et de l'Europe Occidentale est un autre moyen utilisé pour convaincre les Français qu'ils n'ont aucun intérêt à se ranger dans le camp américain et que leur pays peut bien former le noyau d'une sorte de troisième force qui puisse rester en dehors du conflit entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique qui menace le monde.

5. Pour arriver à ce but les dirigeants communistes saisissent toute occasion qui se présente pour prêcher l'esprit de conciliation envers les masses ouvrières socialistes et

catholiques/

catholiques. Tout sectarisme de militants communistes est publiquement et sévèrement blâmé. L'unité d'action doit être recherchée par tous les moyens. Le mot d'ordre d'Auguste LECOEUR que le meilleur programme d'unité d'action est celui pour lequel tout le monde est d'accord, ne cesse d'être répété à tous les échelons.

6. La passivité des militants de base qui rejettent tout le travail sur les permanents de sections et de cellules ne cessent de préoccuper les dirigeants communistes. Mais c'est surtout l'affaiblissement du mouvement de jeunes qui est le grand souci du Parti. Léo FIGUERES rend responsables de cet état de choses les vieux communistes qui, d'après lui, manquent d'intérêt aux jeunes. FIGUERES accuse les directions du P.C.F. à tous les échelons qu'ils ne font rien ou très peu pour aider les cadres de l'U.J.R.F. dans leur tâche difficile. Le travail parmi les paysans ne va pas mieux. D'après Waldeck ROCHET, on les abandonne à la propagande anti-communiste en négligeant la popularisation du programme agraire du Parti.

7. La lutte revendicative s'est bornée pour le moment à l'organisation de grèves tournantes et le mouvement d'une plus grande envergure semble être ajourné jusqu'au printemps prochain quand, au commencement du mois d'avril, doit se réunir le congrès de la C.G.T. En dehors de grèves tournantes tout effort est concentré pour le moment autour de la popularisation du programme économique de la C.G.T.

## PART II - STRENGTH

8. Il n'y avait que peu d'indications sur la tendance qui règne actuellement au sein du P.C.F. quant à sa force effective et son pouvoir électif. Les élections locales qui eurent lieu au courant du mois de novembre semblent indiquer que les masses qui avaient voté communiste dans le passé restent fidèles au P.C.F. D'autre part la passivité générale des militants de base et des adhérents ne cesse d'être le majeur des soucis des dirigeants du Parti. Les cotisations ne rentrent qu'avec de grands retards et les adhérents se désintéressent de plus en plus de l'activité du Parti.

9. Le secteur de la jeunesse souffre le plus de cet état d'esprit. Dans bien de départements l'U.J.R.F. disparaît ou s'affaiblit (voir paragraphe 13).

10. Quant à la C.G.T., ses dirigeants font de grands efforts pour enrayer le recul subi depuis le début de l'année courante. C'est le programme économique de la C.G.T. qui doit être le moyen efficace pour stimuler le recrutement de nouveaux adhérents. La propagande de l'unité d'action est autre arme que la C.G.T. utilise actuellement pour renforcer ses rangs.

PART III /

PART III - ORGANISATION

A Party Organisation

11. Le 7 Novembre le P.C.F. a organisé un grand meeting au Vel' d'Hiv pour célébrer le 33<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre. Auguste LECOEUR était l'orateur principal.

C'est à l'occasion de cet anniversaire que LECOEUR a dévoilé pour la première fois les détails de la réorganisation du Secrétariat du Parti rendue nécessaire par la maladie de THOREZ et notamment le renforcement de ce secrétariat par la participation d'Etienne FAJON:

"L'absence de notre Secrétaire Général nous oblige à travailler mieux.

Les choses sont à la fois plus faciles et plus difficiles que les journalistes abjects du "Figaro", du "Populaire" et de "Franc-Tireur" l'ont indiqué.

Plus faciles parce que faire assurer l'intérim du secrétariat général par le camarade Jacques DUCLOS, et renforcer le secrétariat actuel avec la participation du camarade Etienne FAJON, cela a demandé deux minutes à la fin d'une réunion du Bureau Politique.

Vous voyez que la direction du Parti ne se dispute pas longtemps.

Mais c'est plus difficile pour la raison suivante:

Le Comité Central peut toujours procéder à une répartition des tâches et désigner des secrétaires, mais ce qu'il ne peut pas faire pendant la convalescence de Maurice THOREZ, c'est le remplacer, parce que l'on ne remplace pas Maurice THOREZ.

Suppléer à l'absence de Maurice ce ne peut être l'affaire d'un camarade ni de la seule Direction, c'est tout notre Parti, chacun de ses membres, de ses sympathisants, de ses amis qui, journellement, doivent faire un effort supplémentaire."

12. Pendant tout le mois de novembre la presse communiste n'a pas cessé d'appeler les cadres à utiliser à plus large mesure les militants de base pour le travail effectif du Parti. Les porte-parole de la direction centrale ne se lassent pas de répéter qu'il ne suffit pas que les permanents travaillent. Il faut que tout adhérent reçoive une tâche à accomplir dans la mesure de ses possibilités. Ils soulignaient que l'accomplissement des tâches réparties doit être constamment contrôlé.

13. C'est le secteur de la jeunesse qui paraît être le plus atteint. Léo FIGUERES analyse l'activité de l'U.J.R.F. (Union de la Jeunesse Républicaine de France) durant cette année. ("Cahiers du Communisme", No. 11, Novembre 1950). Il signale, comme les actions les plus retentissantes, les relais de la paix et la rencontre des Jeunes Français et Italiens à Nice. FIGUERES déclare ensuite:

"Après les manifestations de Nice, les jeunes se sont engagés dans la grande lutte contre les dix-huit mois et le rabiot, ce chaînon dans notre bataille pour la paix!

"Parfois/

"Parfois même, ils sont un peu seuls pour la mener, ce qui est moins bien. La lutte contre cette forme précise de préparation à la guerre qu'est l'augmentation du temps de service militaire représente la tâche d'honneur des organisations de jeunes. Elle est en même temps l'affaire de tout le mouvement ouvrier et démocratique."

Mais FIGUERES se plaint que:

"Dans maints endroits, le nombre des jeunes organisés est en régression; en d'autres localités, toute organisation de l'U.J.R.F. a disparu."

En analysant les causes de cet affaiblissement de l'U.J.R.F. FIGUERES les trouve dans le comportement des comités et des militants du P.C.F. envers tout le problème de l'aide à la jeunesse et à ses organisations. FIGUERES constate:

"En se gardant bien de généraliser - car en ce domaine, comme en tous les autres, il est heureusement des sections et des cellules du Parti qui accomplissent correctement leur tâche -, je doute que le même intérêt (qu'avant la guerre) subsiste aujourd'hui pour l'existence et le renforcement de l'organisation de la jeunesse. Si cet intérêt existait partout, on ne s'expliquerait pas que des Fédérations du Parti telles que l'Oise, la Saône-et-Loire, le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, restent insensibles à la disparition ou à l'affaiblissement continu de l'U.J.R.F. dans ces départements où elle était fort active il y a quelques années. De même, on ne comprendrait pas que les sections de villes aussi importantes que Le Havre, Valenciennes, Roubaix, Rennes, Brest, Châlon-sur-Saône, Villeurbanne, ne paraissent pas s'inquiéter de l'inexistence à peu près complète de l'U.J.R.F."

FIGUERES déplore que:

"Maintenant, ils se comptent sur les doigts les adultes qui se consacrent à aider la jeunesse.

Par contre, trop de jeunes militants quittent le mouvement de la jeunesse pour se consacrer à d'autres tâches, qu'ils estiment 'supérieures'. Et cette tendance quelque peu liquidatrice envers les organisations de la jeunesse n'est pas combattue vigoureusement par les comités du Parti intéressés. Il arrive même que des responsables de fédérations ou de sections encouragent cette tendance et 'enlèvent' trop facilement des militants de la jeunesse pour les employer à une tâche d'activité dite 'du Parti'."

FIGUERES demande un contrôle plus rigoureux de l'U.J.R.F. par le P.C.F. Tout en affirmant que l'U.J.R.F. est indépendante au point de vue de l'organisation, FIGUERES déclare:

"On/

"On ne peut pas nier qu'un certain nombre des faiblesses des organisations de la Jeunesse nous sont imputables, puisque nous y jouons, en général, un rôle décisif.

D'abord, en tant que communistes, nombre d'entre nos jeunes ne sont pas suffisamment liés à leur Parti. Il arrive souvent qu'ils soient coupés de leur cellule ou section, ce qui les amène à travailler seuls. Ainsi, par exemple, ils prennent l'initiative d'organiser des réunions, des manifestations, sans en informer les organisations du Parti, et sans, évidemment, obtenir leur aide. Après quoi, ils se plaindront, avec quelque légèreté et beaucoup d'injustice, qu'on ne les ait pas suffisamment soutenus pour en assurer le succès.

Les communistes qui travaillent dans la Jeunesse ne sont pas indépendants par rapport au Parti - pas plus que ceux qui militent dans telle ou telle organisation de masse -, et ils doivent être les premiers à demander le contrôle de leur activité par les organes du Parti, qui, en retour, leur assureront l'aide dont ils ont absolument besoin."

FIGUERES critique les activités des cercles de jeunes. Il constate que les cercles locaux de l'U.J.R.F. se réduisent à de petits groupes d'"activistes" qui n'organisent presque rien qui soit à la portée de la majorité des jeunes travailleurs. FIGUERES demande qu'on donne à l'action un caractère attrayant. Il faut, d'après lui, organiser les loisirs et les distractions:

"L'organisation de la jeunesse doit se présenter sous des formes et des aspects variés et pas seulement sous celui d'un groupe dont la seule activité se réduit à la réunion périodique."

FIGUERES rappelle ensuite que la tâche fondamentale de toute organisation de la jeunesse est l'éducation des jeunes dans l'esprit du marxisme-léninisme:

"Si elle veut rester fidèle à ses buts, parmi lesquels l'éducation dans l'esprit des maîtres du socialisme figure en bonne place, il faut que l'U.J.R.F. considère comme l'une de ses tâches capitales de nourrir la jeunesse française d'images et de tableaux de la vie en U.R.S.S.

Il va sans dire qu'aujourd'hui, les exemples empruntés aux pays où on jette les bases du socialisme peuvent aussi être offerts aux réflexions des jeunes gens et des jeunes filles. Souvenons-nous de l'enthousiasme qui animait les milliers de jeunes revenant l'an dernier du Festival de Budapest, qui leur avait permis de voir les réalités d'une démocratie populaire.

De même, l'étude de la vie des dirigeants révolutionnaires, de Staline, de Dimitrov, de Maurice Thorez, doit permettre d'élever de façon vivante le niveau idéologique de la jeunesse. Combien sont exaltantes et riches d'enseignements également les biographies de Zola, Danielle, Fabien, et de tant d'autres héros de la jeunesse!"

Dans la conclusion de son article FIGUERES affirme que le 3-ème Congrès de l'U.J.R.F., prévu à la fin de décembre prochain,

"ne manquera pas d'analyser les raisons pour lesquelles l'U.J.R.F. ne développe pas ses effectifs, qui sont, en général, en stagnation depuis trois ans, et, même, ici ou là, en régression."

14. Toutes ces faiblesses poussent les dirigeants de la jeunesse communiste à multiplier les efforts pour un meilleur recrutement à l'U.J.R.F.; P. JOURDE, membre de l'U.J.R.F., secrétaire de la Fédération de l'Alimentation et membre du bureau de la jeunesse de la C.G.T., invite les militants ("L'Avant-Garde" du 1 - 7.11.50) à intensifier leur travail au sein des entreprises:

"Sans doute les cercles de l'U.J.R.F. comptent-ils un nombre important de jeunes ouvriers dans leurs rangs, mais le développement et le succès de notre bataille dépendent, pour beaucoup, que leur base d'organisation soit plutôt l'entreprise que la localité".

JOURDE trouve que c'est par l'union des jeunes ouvriers dans les entreprises que doit démarrer l'union de la jeunesse et ensuite s'élargir. En parlant de la position respective de l'U.J.R.F. et des jeunes syndiqués, JOURDE déclare:

"Pour moi, un effort plus grand mérite, sans nul doute, d'être porté vers les entreprises pour constituer des groupes d'entreprise U.J.R.F. Sur ce point, une objection peut apparaître, des camarades m'en ont déjà entretenu. Il s'agit d'une 'concurrence', d'une dualité qui pourrait s'établir entre U.J.R.F. et jeunes syndiqués.

Le problème et le rôle de chacun sont bien définis, l'U.J.R.F. est une organisation spécifiquement de jeunes, la C.G.T. ne l'est pas; elle tend à grouper tous les salariés, en conséquence, sans distinction d'âge.

De plus, la plate-forme de recrutement est différente: les syndicats sont l'organisation élémentaire des travailleurs sans parti, ni affinité religieuse et ne demandent pas aux travailleurs, autre chose que de lutter contre les patrons en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail; alors que l'U.J.R.F., sans être une organisation de parti, ni une organisation professionnelle, demande à ses membres d'accepter un programme et de lutter pour lui, et ce programme est révolutionnaire."

15. L'Union de la Jeunesse Républicaine de France vient de renforcer sa représentation au sein de la F.M.J.D. (W.F.D.Y.). Aux côtés de Léo FIGUERES et de Guy DE BOYSSON, déjà membres du bureau et président de la F.M.J.D., trois membres du Bureau national de l'U.J.R.F. seront déchargés de leurs tâches actuelles pour participer à la direction de la F.M.J.D. Ce sont: Louis BAILLOT, secrétaire de la Fédération de la Seine de l'U.J.R.F., Louis TREMELLAT et Roger GUIBERT, tous trois membres du Bureau national. ("L'Avant-Garde", 1 - 7.11.50).

16. Le travail parmi les paysans n'avance pas du tout. Waldeck ROCHET affirme que les paysans en France sont anti-communistes parce que travaillés par la propagande capitaliste, et parce qu'ils ne connaissent pas le programme agricole du P.C.F. Waldeck ROCHET recommande aux militants d'intensifier le travail parmi les paysans:

"Comme pour la signature de l'Appel de Stockholm, il faut créer partout des équipes de distributeurs qui, dans tous les villages de France, iront de "ferme" en "ferme" porter le programme agricole du Parti.

La distribution sera également organisée sur les foires et les marchés et en toute autre occasion.

De plus - car la simple diffusion est insuffisante - il faut mettre à profit la période d'hiver pour commenter, faire discuter dans de multiples réunions de villages notre programme, et demander aux paysans travailleurs de formuler leurs propres suggestions."

17. La passivité conduit au relâchement de la discipline du Parti. Raymond GUYOT, membre du Bureau Politique et secrétaire général de la Fédération de la Seine du P.C.F., n'a pas hésité à dénoncer publiquement ("l'Humanité" du 28.11.50) deux erreurs déviationnistes commises par les élus communistes. Le premier cas s'était produit au Conseil général de l'Yonne:

"Les trois élus communistes ont voté un vœu où, après avoir "salué la mémoire des Français tombés en Indochine", ils ont approuvé "les déclarations du gouvernement" et adressé "aux soldats qui continuent le combat leur reconnaissance et leur admiration."

Cette attitude des trois conseillers généraux communistes de l'Yonne est tout simplement honteuse. C'est une véritable capitulation devant le combat nécessaire pour la paix et un encouragement aux criminels de guerre qui sacrifient notre jeunesse et font couler à flots le sang du peuple vietnamien, comme celui du peuple coréen."

Le deuxième cas avait eut lieu à Epinay-sur-Seine:

"A Epinay-sur-Seine, le maire M.R.P., après avoir fait voter une proposition des élus municipaux communistes allouant un mandat de 500 francs aux jeunes de la commune actuellement sous les drapeaux, proposa l'envoi d'un colis à ceux qui "combattent en Indochine". Nos camarades demandèrent d'étendre l'envoi du colis à tous les jeunes mobilisés d'Epinay. Le maire s'y refusa. Les élus communistes, au lieu de dénoncer l'attitude du maire, votèrent sa proposition. Seul, le camarade BELINO, conseiller municipal et conseiller général de la Seine, s'y refusa."

A la suite de cette semonce, les trois conseillers généraux communistes de l'Yonne viennent de faire un mea-culpa solennel, en déclarant entre autres:

"Notre/

"Notre vote découle de notre manque de vigilance et de fermeté, alors que nous sommes d'accord, sans réserve aucune, avec la juste politique de notre parti..."

Nous voulons ici renouveler notre attachement sans limite à notre parti, à son comité central, en particulier à notre cher camarade Maurice THOREZ. Nous remercions la direction de notre parti de sa critique ferme et fraternelle qui nous aidera et qui aidera tous les communistes à intensifier la lutte pour imposer la paix au Vietnam.

Lucien PROST, Geneviève VERNEIGES,  
André DURAND, conseillers généraux  
de l'Yonne."

#### B. C.G.T. Organisation.

18. La C.G.T. fait des efforts en vue de renforcer son organisation. En commentant le rapport présenté par Benoit FRACHON au Comité Confédéral National de la C.G.T. des 11 et 12 octobre dernier, M. DUFRICHE rappelle ("Le Peuple" du 1-er au 8 Novembre 1950) que FRACHON a relevé, parmi les défauts les plus urgents à corriger dans le mouvement syndical cégétiste, l'activité insuffisante des Unions locales. DUFRICHE constate que, d'après un recensement récent, il y a en France 832 Unions locales, sans la région parisienne. DUFRICHE définit de la façon suivante la position des Unions locales dans l'organisation de la C.G.T.:

"Bien que les U.L. ne soient pas considérées comme des organismes statutaires de la C.G.T., en fait elles représentent bien la C.G.T. là où elles existent. Mais, surtout, elles constituent, dans le cadre du département, le prolongement des Unions départementales (art. 22 des statuts). Elles ont été créées tout spécialement pour aider ces dernières dans leur tâche de coordination de l'activité des syndicats et dans le but de décentraliser notre mouvement syndical."

DUFRICHE remarque que:

"Les U.L. ne sont pas des organismes autonomes, mais des filiales de l'U.D., ce qui signifie qu'elles doivent recevoir de l'U.D. non seulement les directives, mais l'aide nécessaire à une vie active."

Comme la tâche principale DUFRICHE signale qu'une

"Union locale se doit de veiller à la bonne marche des syndicats existants et de les aider à pénétrer dans les entreprises qui échappent à notre contrôle. Partout où se trouvent réunis dix salariés, la loi prévoit des délégués du personnel. L'U.L. doit avoir constamment à jour le fichier des entreprises pour, éventuellement, imposer le respect de la loi en commençant par mettre l'inspection du travail en face de ses responsabilités.

Et le même souci s'impose en ce qui concerne les comités d'entreprise."

19. Pour résoudre le problème d'une liaison beaucoup plus étroite des organismes syndicaux de la C.G.T. avec la masse des syndiqués. et plus généralement avec l'ensemble des travailleurs Marcel DUFRICHE propose ("La Vie Ouvrière", 2 - 8.11.50) deux suggestions:

"Puisqu'il est prouvé qu'à des rares exceptions près, les assemblées générales ne peuvent, dans le moment présent, nous assurer une liaison suffisante avec les travailleurs, pourquoi ne multiplierions-nous pas les journaux de syndicats et de sections syndicales, grâce auxquels nos organisations tiendraient au courant de l'activité syndicale l'ensemble des syndiqués et, par eux, l'ensemble des salariés?"

Au verso de ces journaux, une partie serait laissée en blanc pour permettre aux travailleurs de formuler leur jugement et d'apporter leur contribution à la marche de l'organisation.

À Rouen, le syndicat des dockers a adopté une autre méthode dont il se déclare satisfait. Malgré que leurs assemblées générales soient bien suivies, les responsables du syndicat ont constaté qu'au cours de ces réunions la discussion n'était pas suffisamment poussée. Ils ont donc décidé que tous les membres du conseil syndical se répartiraient la tâche de contacter les dockers par petits groupes de 8 à 10 et d'étudier avec eux tous les aspects de l'activité syndicale."

20. Henri REVARDEAU, membre de la Commission d'organisation de la C.G.T. cite ("Le Peuple" 8 - 15.11.50) que:

"Dans un rapport adressé au Bureau confédéral, nos camarades du Bureau de l'Union départementale du Doubs constatent la disparition de plusieurs petits syndicats et une baisse d'effectifs dans d'autres. Le paiement des timbres n'est pas en rapport avec le nombre de cartes placées en raison d'un collectage défectueux et tout cela crée des difficultés financières."

21. La C.G.T. est en train d'intensifier son travail parmi les Nord-Africains. D'après les statistiques de la C.G.T. ("Bulletin hebdomadaire d'Information de l'Union des Syndicats Ouvriers de la Région parisienne", No. 51 du 7.11.50) il y a actuellement, dans la région parisienne, 100.000 travailleurs nord-africains. Le Bureau de l'Union des syndicats a décidé d'organiser à La Grange-aux-Belles, le 3 décembre prochain, une Conférence des travailleurs nord-africains:

"Chaque syndicat, chaque union locale et centre inter-syndical se doit de préparer dès maintenant cette conférence, dans la mesure où son industrie ou sa localité possède des travailleurs nord-africains.

Nous devons avoir au moins 1.000 délégués à notre Conférence.

Il ne dépend que de nous de les avoir!"

PART IV - TACTICS

A. 2nd World Congress of Defenders of Peace.

22. Au début du mois les journaux communistes et apparentés ne parlaient que des préparatifs au Congrès de Sheffield. On publiait des comptes rendus détaillés des assemblées départementales qui procédaient à l'élection ou à la nomination des délégués au 2-ème Congrès mondial des Partisans de la Paix. Malgré cette propagande on pouvait bien s'apercevoir que ces assemblées n'avaient pas le caractère de manifestations de masse. En dehors des communistes et de leurs compagnons de route les larges couches de la population française restaient plutôt indifférentes à cette action.

23. Après le refoulement de nombreux délégués se rendant à Sheffield et après la décision de transférer le Congrès à Varsovie les journaux communistes étaient remplis de reportages et de protestations, dont le plus caractéristique est celui publié par "L'Action" (No. 320 du 20 - 26.11.50.), sous la signature de J.-F. DOMINIQUE, intitulé: "L'Occident a mis en commun ses organismes de mouchardage". Cet article contient une accusation que la police française a fourni aux services britanniques des renseignements sur les délégués se rendant à Sheffield:

"Tous nos amis qui viennent de se heurter aux forces conjuguées de Scotland Yard et du M.I.5 (la 'Military Intelligence 5: le 2-ème Bureau britannique), mises sur le pied de guerre pour interdire l'entrée de la Grande-Bretagne aux congressistes de la paix, sont unanimes: les policiers britanniques n'auraient pas été capables d'accomplir la mission dont les avait investis le gouvernement de M. Attlee si, au préalable, leur travail n'avait pas été préparé par les services de la police française.

Les délégués au Congrès de Sheffield, en effet, n'étaient pas appréhendés au hasard. Les journalistes et les employés des services administratifs non plus. Tous les policiers chargés du "tri" des suspects étaient munis d'un gros volume contenant la liste des personnes considérées comme indésirables. Cette liste, au demeurant, n'était pas nominative. En regard de chaque nom, figuraient, très détaillés, tous les renseignements possibles: situation familiale, militaire, activité politique, voyages effectués à l'étranger depuis dix ans, etc. Un tel luxe de détails ne pouvait être le fait de la seule police britannique, ni même des services d'espionnage anglais en France. Seule, la police française se trouve être en mesure de les avoir recueillis. Si les Anglais les connaissaient, c'est qu'elle les lui a livrés.

On a vu plus étonnant encore. Lorsque, le 10 novembre, le ferry-boat qui devait emmener en Angleterre un certain nombre de délégués (dont Frédéric JOLIOT-CURIE) accosta en France, six policiers britanniques étaient à bord! Ils

venaient/

venaient, comme on dit dans l'argot de leur métier, "prendre en charge" les personnalités qui, quelques heures plus tard, allaient être refoulées. Commencant aussitôt leur besogne, avant même que le bateau n'ait quitté les côtes de notre pays ils eurent évidemment tout le temps de bien "repérer" leurs "clients" avant de les signaler à leurs collègues qui montaient la garde dans les ports britanniques."

24. Dès le moment que le Congrès fut transféré à Varsovie la presse communiste et "démocratique" n'a rien négligé pour que la plus large publicité soit assurée à cet événement. Tous ses journaux et périodiques ont envoyé des correspondants spéciaux dont ont publié les reportages à longueur de pages. De nombreuses photographies étaient destinées à montrer les splendeurs de l'accueil fait aux délégués à la capitale de la démocratie populaire de Pologne. Les reportages soulignaient que les délégués non-communistes n'avaient eu aucune difficulté à pénétrer dans ce pays et répétaient sans cesse que s'il y a quelque part un rideau de fer c'est plutôt autour des Iles Britanniques qu'aux frontières des démocraties populaires.

#### B. Anti-American Propaganda

25. La presse communiste et apparentée a continué à mener la propagande contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, contre les 18 mois, contre les guerres au Viet-Nam et en Corée. De pages entières étaient consacrées à ces sujets et dans des innombrables articles on répétait sans cesse les mêmes slogans. En parlant de cette propagande, Jacques DUCLOS, secrétaire général interim, écrivait dans un article publié à l'occasion du 33-ème anniversaire de la Révolution d'Octobre ("Pour une paix durable, par une démocratie populaire", du 7.11.50):

"La lutte contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, avec son complément naturel, qui est la lutte contre les 18 mois, est appelée à prendre de grands développements dans la prochaine période. Il en est de même de la lutte pour la paix au Viet-Nam ou contre les dépenses militaires toujours plus considérables pesant sur le peuple français."

26. Malgré que cette propagande soit menée depuis de longs mois et que tous ses slogans soient bien connus on apercevait récemment une orchestration nouvelle qui accentuait des motifs anti-américains capables d'éveiller dans la population française une vraie phobie des Etats-Unis. En se servant adroitement de la peur de la guerre et de l'impopularité de réarmement de l'Allemagne occidentale on s'efforce à convaincre les Français qu'ils n'ont rien à gagner et tout à perdre en se rangeant dans le camp américain.

27. Les "Cahiers Internationaux" publient leur numéro de novembre sous forme d'un numéro spécial consacré entièrement au problème "La guerre ou la paix". Ce numéro contient les articles suivant:

J.M. HERMANN/

J.-M. HERMANN : Introduction  
Pierre COT : De Roosevelt à Truman. Et après?  
P.-M. SWEEZY : L'économie américaine et la menace de guerre.  
Jean DURET : L'Europe et l'hégémonie des U.S.A.  
Jean BRUHAT : L'Union Soviétique et la Paix.  
Pierre GEORGE : L'économie soviétique peut-elle être impérialiste?  
Général Y. : Ce que serait une troisième guerre mondiale.  
G. D'ARBOUSSIER : La Paix est l'affaire des peuples.

Jean-Maurice HERMANN, président de l'Organisation Internationale des Journalistes et un des dirigeants du Parti Socialiste Unitaire d'obédience communiste, analyse du point de vue communiste les forces qui poussent à la troisième guerre mondiale. Il constate que la première guerre mondiale avait été causée par le déséquilibre entre le développement du capitalisme industriel dans les diverses nations:

"La première guerre mondiale avait donc été exclusivement un 'règlement de compte' entre les puissances capitalistes. Le mouvement ouvrier n'y avait guère joué de rôle. Mais la naissance du premier état non-capitaliste en fut une conséquence dont la portée ne cessa de s'accroître."

La deuxième guerre mondiale, capitaliste elle aussi, avait été directement causée par le comportement des démocraties occidentales vis-à-vis des dictatures fascistes:

"Il oscilla sans cesse entre la crainte légitime inspirée par une propagande et des armements ouvertement dirigés contre elles et la sympathie accordée par les classes dirigeantes à des régimes forts, qui paraissaient avoir anéanti le mouvement ouvrier dans leurs pays respectifs. En fait, la sympathie de classe l'emporta toujours sur la méfiance nationale, et les dictatures surent fort bien l'utiliser."

Mais cette guerre présentait un nouveau caractère à cause de l'existence de l'U.R.S.S.:

"Ce caractère s'accentua vite. Les masses populaires, les masses de civils, jouèrent un rôle inconnu lors du précédent conflit."

La deuxième guerre mondiale a transformé l'équilibre du monde. Un tiers de l'humanité est en train de construire une société sur des bases nouvelles:

"On voit que le mouvement ouvrier, bien qu'il ait été l'objet d'une nouvelle manœuvre de scission, a singulièrement accru sa force et apparaît en pleine phase ascendante, quelque puissent être ses échecs locaux. Il est sorti de deux guerres mondiales, qu'il n'avait pas voulu et a

la responsabilité des quelles il n'a aucune part, ayant fait des progrès gigantesques, tant par l'élargissement de la première société socialiste que par une prise de conscience plus profonde du prolétariat encore soumis au régime capitaliste, même si à ce point de vue il a encore beaucoup de chemin à parcourir dans certaines régions, comme le monde anglo-saxon."

De l'autre côté le monde capitaliste n'a pas moins été profondément transformé. La puissance de la société capitaliste s'est trouvée concentrée aux Etats-Unis.

"Telles sont les deux grandes forces qui s'affrontent aujourd'hui. En viendront-elles à un conflit violent? Quels sont les facteurs qui le font croire? Ceux qui permettent au contraire d'espérer la victoire de la paix?"

Voici les questions auxquelles doivent répondre les études publiées dans les "Cahiers Internationaux".

Pierre COT, compagnon de route bien connu, oppose dans son étude la personnalité de Roosevelt à celle de Truman. Roosevelt, en homme d'état réaliste, était convaincu qu'une entente entre son pays et l'Union Soviétique était nécessaire:

"Il savait que l'ancien équilibre international serait rompu par l'effondrement de l'Empire Britannique et de la France, par les mouvements révolutionnaires qui ne manqueraient pas de se produire en Europe centrale et surtout en Asie. Le vieux président du New Deal se rendait compte qu'à l'échelle internationale aussi, une "nouvelle donne" se produirait. Il avait apprécié et mesuré la force immense de l'Union Soviétique. Il n'ignorait pas que son pays sortirait de la guerre avec un appareil de production dépassant sa capacité de consommation et que le grand problème serait de lui procurer de nouveaux débouchés. L'entente et la collaboration entre les deux géants de la nouvelle époque, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, lui paraissait le plus sûr moyen de trouver ces débouchés. A ce réaliste, toute autre solution eût semblé puérile et dangereuse - puérile, parce qu'elle n'eût pas tenu compte des enseignements qu'on devait tirer de l'expérience du New Deal; dangereuse, parce que susceptible de conduire à la guerre et à une guerre terrible pour son pays. En d'autres termes, c'est sur la possibilité d'une coexistence pacifique de l'Amérique capitaliste et de l'Union Soviétique que Franklin Roosevelt fondait sa conception des relations internationales, et c'est en fonction de cette coexistence qu'il orienta la politique extérieure de son pays, au cours de la guerre".

Quant au Truman:

"Il a laissé faire; il a laissé faire les grandes forces capitalistes que Roosevelt avait neutralisées, tout au moins dans une certaine mesure.

Truman/

Truman était mal préparé, par son passé, à diriger la politique étrangère de son pays. Ses idées étaient à peu près celles de tout politicien du Middle-West: une méfiance instinctive à l'égard de tout ce qui n'est pas américain. Avant tout, c'était un homme de parti. Il savait que sa fortune politique était liée au sort de son parti démocratique - alors que, pendant la période antérieure, le prestige du parti démocrate avait surtout été fonction des initiatives et des actions de son prédécesseur.

Or la situation du parti démocrate était fort loin d'être brillante et ses chefs pouvaient craindre que la mort de Roosevelt eût sonné l'heure de son déclin. Que devait faire Truman en cette occurrence? Manoeuvrer. Manoeuvrer afin de conserver l'appui des masses ouvrières - plus intéressées aux Etats-Unis par les hauts salaires que par les grands problèmes politiques - tout en ralliant les éléments modérés et en apaisant les Sénateurs du Sud. Ce n'était point tâche facile. Pour réussir, Truman prit deux décisions: ne point laisser aux républicains le monopole de l'anti-communisme et associer le parti républicain à la direction de la politique étrangère."

Pierre COT affirme que l'évolution de la politique extérieure des Etats-Unis fut le produit naturel du développement capitaliste, à partir de la guerre. Il résume comme suit les conséquences inévitables d'après lui, de ce développement:

"Un besoin de plus en plus pressant de marchés extérieurs au moment où ces marchés deviennent de plus en plus rares et difficiles à exploiter; en d'autres termes, une compression de plus en plus forte de la vapeur, dans une chaudière dont les soupapes de sûreté s'encrassent et risquent fort de se bloquer - une telle situation étant de nature à faire perdre la tête au mécanicien."

Pierre COT affirme que l'Américain a la hantise de la crise:

"Sa pensée se résume ici dans la fameuse phrase de Mrs. Clare B. Luce: 'L'Amérique a traversé la crise et la guerre; si demain elle devait choisir entre ces deux maux, pour éviter la crise, elle choisirait la guerre.' C'est un grand malheur pour l'humanité que l'Amérique ait plus souffert de la crise que de la guerre."

Pierre COT se demande quelles sont les incidences politiques de ce développement du capitalisme américain. Il répond que, dans l'ordre intérieur, les Américains vivent dans la terreur du communisme. Dans l'ordre extérieur, c'est la haine de l'Union Soviétique:

"A quoi se joint parfois l'idée d'une sorte de mission providentielle à accomplir pour préserver la civilisation fondée sur la libre entreprise. On parlait hier de la

défense/

défense commune de l'Occident en cas d'agression; on parle aujourd'hui couramment de la guerre préventive. A cela se mesure le chemin parcouru."

Et Pierre COT conclut:

"A quoi nous mène ce chemin?

S'il fallait considérer le développement du capitalisme américain en faisant abstraction du reste du monde, il faudrait répondre: à la guerre.

Mais le reste du monde existe. Deux facteurs peuvent contrarier la course à l'abîme. Le premier, c'est le sang-froid de l'Union Soviétique. Le second, c'est l'affirmation, par les peuples occidentaux, qu'ils refuseront de se laisser entraîner dans une guerre nouvelle - qu'ils préfèrent la Paix, avec tous ses risques, à la guerre, avec ses certitudes.

Ne l'oublions pas, ce sont les peuples qui, en définitive, font l'Histoire."

L'étude de Paul-M. SWEEZY, économiste-directeur de la Monthly Review et ancien professeur à l'Université de Harvard, est précédée d'un commentaire de la rédaction des "Cahiers Internationaux" qui formule quelques réserves sur ce que P.M. SWEEZY juge être la limite des objectifs réels de la politique étrangère américaine.

P. M. SWEEZY distingue quatre phases dans le développement du capitalisme: mercantilisme, capitalismes concurrents, première et seconde phase de l'impérialisme. Cette dernière a commencé après la deuxième guerre mondiale. SWEEZY précise sa nature principale de la façon suivante:

"1. - Une puissance capitalise (U.S.A.) est beaucoup plus puissante, économiquement et militairement, que toutes les autres réunies;

2. - Il s'en suit que, bien que des conflits d'intérêts existent entre les États impérialistes, il est peu vraisemblable qu'ils amènent des guerres de grande envergure;

3. - Le socialisme n'est plus une 'île dans l'océan de l'impérialisme' (la phrase est de Staline dans "La Révolution d'octobre et les tactiques des communistes russes" 1924), c'est maintenant un système qui fonctionne dans des pays représentant approximativement un tiers de la population mondiale;

4. - Le capitalisme mondial, sous la conduite des États-Unis, et le socialisme mondial, derrière l'Union Soviétique, sont en concurrence pour obtenir l'allégeance de toute une série de pays;

5. - Cette concurrence a mis en opposition les deux systèmes, mais, pour le présent du moins, elle est concentrée sur les pays soi-disant insuffisamment développés, aux structures sociales nettement précapitalistes;

6. - Ces pays arriérées sont mûrs pour la révolution sociale, et doivent faire face maintenant à l'alternative historique: agir en se guidant plus ou moins sur le modèle du capitalisme classique, ou esquiver la phase capitaliste et entrer directement dans la voie du socialisme."

SWEEZY analyse ensuite la position et le rôle des Etats-Unis dans cette seconde phase de l'impérialisme. Il affirme qu'il existe la tendance fortement enracinée de l'économie capitaliste américaine à un état de dépression chronique. Cette tendance pourrait être contrecarrée par un flot de réformes sociales, mais les capitalistes américaines

"n'ont que faire de réformes à l'échelle qui serait nécessaire pour combattre la tendance à la dépression chronique aux U.S.A. Là n'est donc pas le moyen par lequel le capitalisme soit sauvé, ou puisse jamais l'être."

En second lieu, la tendance à la dépression chronique peut être combattue par une expansion économique vers l'extérieur suffisamment massive. Mais le capitalisme américain a découvert ce qu'il considère être le meilleur moyen de déjouer cette tendance:

"Il consiste simplement à dépenser des milliards de dollars chaque année pour l'armement et les subventions aux autres pays qui gravitent dans l'orbite du capitalisme."

Après cette analyse SWEEZY pose la question si les Américains veulent dominer le monde et il y répond:

"Il y a peut-être des Américains qui rêvent de la conquête du monde. Ils ne sont pas nombreux et ne représentent pas la classe dirigeante."

Quel est donc le but poursuivi par la classe dirigeante américaine:

"Les U.S.A. tentent de garder uni le système capitaliste et essaient de prévenir toute défection dans ses rangs. C'est un but qui correspond aux réalités de l'époque actuelle historique. C'est, en outre, un but qui est confondu à l'idéologie essentiellement négative et confuse des dirigeants américains, et, finalement, c'est un but que nous pouvons rationnellement apparenter à la politique américaine que l'on a examinée. Le maintien du système capitaliste mondial réclame tout d'abord que la tendance à la dépression chronique aux U.S.A. soit effectivement mise en échec, et ensuite, qu'une importante force de police soit constamment prête à intervenir pour mater les mouvements révolutionnaires dans tous les pays qui donneraient des signes de vouloir renoncer au capitalisme et de rejoindre le monde socialiste."

Jean DURET, membre du Conseil Economique et directeur du Centre d'Etudes Economiques de la C.G.T., s'efforce à diminuer le poids de l'affirmation de SWEEZY que les U.S.A. ne veulent pas la guerre:

"Hier comme aujourd'hui, il est de moindre intérêt de savoir si certains hommes d'Etat veulent ou ne veulent pas la guerre, s'ils la veulent pour bientôt ou pour un avenir éloigné, que de savoir, nonobstant leur psychologie, leur état d'âme, leur conscient ou leur subconscient, où conduisent les grands remous et cataclysmes déclanchés avec complaisance par nos apprentis sorciers modernes."

Après avoir analysé la course aux armements, les échanges entre l'Est et l'Ouest et la renaissance économique de l'Allemagne, DURET arrive à cette conclusion:

"Il est fort probable que l'imposante majorité de la population des U.S.A. ne veut pas de nouvelle conflagration mondiale. Il est possible même que certains dirigeants pensent sincèrement l'éviter. Il n'en demeure pas moins que la politique des Etats-Unis se trouve aujourd'hui sur la voie des pires catastrophes. On ne joue pas impunément avec le feu. Si la course aux armements peut momentanément améliorer la conjoncture américaine elle nécessite un état de tension internationale et une politique d'agressivité et de prestige dont les conséquences ne sont jamais exactement prévisibles. La résurrection du militarisme allemand, objectif essentiel de la politique américaine, en est un exemple frappant. Plus grand est le poids des activités militaires dans la vie économique, plus il est difficile de revenir en arrière et moindres deviennent les chances d'une détente internationale portant préjudice à des intérêts privés tout puissants."

Jean BRUHAT, chargé de conférences sur les problèmes soviétiques à l'Institut d'Etudes Politiques et auteur de plusieurs livres sur ces problèmes, s'efforce à démontrer la volonté de paix de l'Union Soviétique.

Pierre GEORGE, professeur à la Sorbonne, pose la question si l'économie soviétique peut être impérialiste. Après avoir dépeint les oeuvres de paix de l'Union Soviétique et des démocraties populaires, il déclare:

"Il tombe sous le bon sens le plus élémentaire que la guerre ne saurait que retarder l'exécution de ces travaux, menacer les résultats acquis, éprouver cruellement l'ardente génération qui monte. Plus l'Union Soviétique, plus les Démocraties populaires s'engagent dans la réalisation de ces grandes oeuvres du génie civil, plus il apparaît que la garantie même de la rentabilité de ces efforts est la sauvegarde de la paix."

Le général Y... affirme qu'il n'y a pas moyen de défendre l'Europe occidentale et que celle-ci serait vite occupée par les armées de l'Union soviétique et de ses satellites en cas d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Gabriel/

Gabriel d'ARBOUSSIER voit dans le développement du mouvement mondial pour la paix la seule voie pour éviter la guerre.

28. Les autres périodiques communistes font l'écho. Le numéro du 4.11.50 de la "France Nouvelle", hebdomadaire central du P.C.F. est presque entièrement consacré à la démonstration de la volonté de la paix de l'U.R.S.S., pendant que la "Démocratie Nouvelle" publie en Novembre un numéro spécial sur l'impérialisme américain qui vise la domination du monde.

29. Le Bureau Confédéral de la C.G.T., dans son communiqué du 8.11.50., se dresse contre l'installation des bases américaines dans les ports de La Pallice et de Bordeaux:

"Le Bureau confédéral proteste contre la nouvelle occupation infligée à la France par la mise à la disposition d'un pays étranger - les Etats-Unis - des ports de La Pallice et de Bordeaux.

Au nom de la classe ouvrière française, il s'élève contre la mainmise des Américains et contre le rôle de colonie réservé à notre pays.

Les travailleurs de ces ports ne manqueront pas d'être indignés d'un tel état de fait et, appuyés par l'ensemble de la population, ils refuseront de se soumettre aux volontés des nouveaux occupants et de travailler sous leur coupe."

30. "France d'abord" (No. 382 du 23 - 30.11.50) publie un reportage de Roger CHONAVEL intitulé : "Cédée par le gouvernement à l'armée américaine La Rochelle veut rester française". Ce reportage contient des informations détaillées sur l'emplacement des bases militaires, des dépôts de munitions et de ravitaillement, etc., accompagnées d'une carte de la région montrant les installations décrites. Les autres revues et journaux communistes publient des reportages pareils aussi bien de La Rochelle (La Pallice) que de Bordeaux!

31. Sous le titre "Dockers en tête, la classe ouvrière poursuivra et élargira la lutte politique de masse contre la fabrication et le transport du matériel de guerre", Raymond AGASSE déclare que l'accord conclu entre la Fédération des dockers de France et la Fédération allemande des transports en vue d'empêcher le chargement et le déchargement de matériel de guerre dans les ports de France et de l'Allemagne occidentale est un acte de fidélité à l'internationalisme prolétarien. AGASSE affirme que:

"conscients de leur responsabilité dans le combat général pour la paix, entourés de la solidarité effective de tout notre peuple, les dockers de France poursuivront leur lutte contre le déchargement du matériel de guerre américain dans notre pays et le chargement du matériel de guerre pour la sale guerre au Viet-Nam".

("Cahiers du Communisme", No.11,  
Novembre, 1950.)

32. "Large union pour dire non au réarmement d'une Allemagne réactionnaire et revancharde!" - voici l'appel que publie François BILLOUX ("Cahiers du Communisme" No. 11, Novembre 1950). Après avoir discuté les plans du réarmement de l'Allemagne occidentale, BILLOUX déclare:

"Développer au maximum l'opposition au réarmement et à la remilitarisation de l'Allemagne est une de nos tâches capitales. Des gens qui ne sont pas d'accord avec nous par ailleurs sur aucun point peuvent faire avec nous un bout de chemin dans la lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne. Aucun effort en ce sens ne doit être négligé. L'intérêt supérieur de la paix l'exige.

Dans cette action nous avons le soutien des forces démocratiques en Allemagne de l'ouest et celui, qui est capital de la République démocratique allemande. L'entente des adversaires du réarmement de l'Allemagne de l'ouest avec la République démocratique allemande est nécessaire. Elle est possible."

Et BILLOUX conclut:

"Revenir à l'application stricte des accords de Potsdam pour l'Allemagne de l'ouest, comme ils ont été appliqués dans la zone d'occupation soviétique, c'est la destruction du principal foyer de guerre en Europe.

C'est bien là l'intérêt véritable de la France. Tous les adversaires en France du réarmement et de la remilitarisation de l'Allemagne de l'ouest doivent s'unir pour y faire obstacle. Ils peuvent avoir des appréciations différentes sur les raisons de ce réarmement, mais pour tous il est clair que la France en serait la première victime.

En imposant un changement de politique vis-à-vis de l'Allemagne jusque y compris la constitution d'un gouvernement d'Union démocratique et nationale, ils rendront un grand service à la cause de la France et de la Paix."

33. Sous la rubrique "Nos lecteurs ont la parole", que "L'action" continue à tenir ouverte à la discussion sur la neutralité de la France et de l'Europe occidentale, l'abbé BOULIER publie un article intitulé "Pour faire la paix il faut croire à la paix" ("Action, 13 - 19.11.50) et il pose la question suivante:

"Le marché de la Chine, le marché des Indes, le marché du Proche-Orient, le marché des terres soviétiques, le marché des Balkans, le marché de l'Europe de l'Est, tous ces millions de clients peuvent-ils offrir à nos industriels des commandes plus délectables parce que plus profitables que les commandes d'armement des Etats?

Je puis poser le problème, mais ce sont les techniciens du commerce extérieur qui, seuls, peuvent le résoudre.

Qu'ils/

Qu'ils se hâtent. Que leurs solutions nous amènent à vérifier le bien-fondé de la proposition de Staline: "Deux systèmes économiques différents peuvent vivre en paix dans le monde."

### C. Unity of Action.

34. Les appels et les directives concernant l'unité d'action de masses ouvrières se multipliaient. Le plus caractéristique est l'article de Roger PANNEQUIN, membre du Comité Central. En analysant le plan de travail de la Fédération du Nord-Maritime du P.C.F. il constate que ce plan ne tenait pas un compte suffisant des caractéristiques essentielles de la région et des raisons principales aux difficultés rencontrées. Ces raisons sont:

1. Une insuffisance dans la compréhension et l'application de la juste politique de large unité, insuffisance due au sectarisme;
2. Le parti joue mal son rôle dirigeant du mouvement des masses et à l'intérieur du parti la classe ouvrière n'a pas pleinement la direction.

Dans ces conditions, l'effort principal de la fédération doit porter sur l'extirpation de ces deux racines du mal et en particulier au sein de la direction fédérale."

Après avoir ainsi défini les faiblesses de la Fédération du Nord-Maritime, PANNEQUIN donne des instructions suivantes quant à la voie à suivre pour arriver à l'unité d'action:

"Sous le chapitre intitulé: "Pour mieux appliquer la large ligne d'unité dans la lutte pour la Paix en luttant à chaque instant contre les tendances sectaires", des objectifs sont à fixer dans chacun des trois grands ports:

Par exemple à Dunkerque, l'action unie pour que les chantiers aient l'autorisation d'effectuer les commandes de la marine marchande d'Union Soviétique et de Pologne.

À Calais, l'unité la plus large pour sauver l'industrie de tulle et préserver la ville de la misère.

À Boulogne, l'action pour la défense de la pêche française et pour l'activité du port.

Dans les trois villes, montrer les causes de la non-construction et prendre sans cesse en main la défense des sinistrés.

Mais sur ces mobiles économiques d'action, le plan de travail fédéral doit greffer des raisons politiques d'action. Par exemple, lier l'ensemble de la population à la lutte courageuse menée par les travailleurs des ports contre le déchargement ou le chargement de matériel de guerre et contre l'institution de prétendues "zones franches".

Autre exemple d'action dans cette région: le rassemblement de toute la population contre le réarmement

allemand/

allemand, la chose la plus sensible pour ces habitants de l'ancienne "zone interdite" annexée par les nazis. Cette action plus que partout ailleurs, est à mener à Dunkerque, dont Paul REMNAUD est député." ("France Nouvelle", 25.11.50).

D. The Economic Plan of the C.G.T.

35. Jules DUCHAT attire l'attention des délégués élus aux comités d'entreprise ("Le Peuple" 1-er -8.11.50) sur l'importance de leur rôle dans la popularisation et l'application du programme économique de la C.G.T. adopté par le Comité Confédéral National des 11 et 12 novembre dernier :

"C'est en fonction de cette importance que la Commission nationale des comités d'entreprise, réunie le 25 octobre, a discuté, avec le concours de notre camarade Pierre LE BRUN, des meilleurs moyens à utiliser par les délégués salariés aux comités d'entreprise pour populariser, concrétiser et faire appliquer le programme économique de la C.G.T. Elle a adopté, à l'unanimité, une résolution donnant des directives claires mais qu'il est utile de préciser et de compléter.

Les commissions fédérales des comités d'entreprise peuvent et doivent orienter, impulser, coordonner les travaux des comités qu'elles contrôlent. Elles sont en mesure de donner des directives par branche industrielle, d'indiquer des programmes de reconversion, de fabrications pacifiques, de susciter des initiatives dans le cadre général du programme économique de la Fédération.

Les commissions départementales, avec le concours des Unions locales, devront s'attacher à connaître les besoins des collectivités locales, les possibilités d'exécution et, aussi, d'impulser, de coordonner les travaux des comités d'entreprise du département.

Les syndicats locaux doivent également suivre de très près les travaux des comités d'entreprise qu'ils contrôlent, les aider, les soutenir, coordonner les programmes, etc. etc.

Mais la tâche la plus importante est aux délégués élus des comités d'entreprise, parce qu'ils savent si l'entreprise travaille pour la guerre, parce qu'ils savent aussi que l'outillage peut être utilisé pour d'autres fabrications. En accord et sous le contrôle des organisations syndicales dont ils dépendent, des travailleurs qui les ont élus, les délégués établiront des programmes de production pour l'entreprise ou localité".

En conclusion DUCHAT lance l'appel suivant:

"Les délégués élus aux comités d'entreprise doivent être les meilleurs artisans de l'application rapide du programme économique de la C.G.T. Militants investis de la confiance de leurs camarades de travail, du fait de leur mandat et des attributions qui y sont attachées,

ils/

ils ont d'immenses possibilités de réalisation qu'ils doivent utiliser au maximum.

On peut compter sur eux. Les délégués élus aux comités d'entreprise, conscients de la gravité de l'heure, de leurs devoirs, seront à la hauteur de leurs responsabilités.

Mais le temps presse, il faut aller vite.

Délégués élus aux comités d'entreprise n'hésitez pas, au travail!"

La résolution mentionnée par DUCHAT insiste sur la nécessité de populariser rapidement le programme économique de la C.G.T.:

"La Commission nationale des comités d'entreprise appelle les commissions fédérales et départementales, tous les délégués élus aux comités d'entreprise à en assurer la diffusion, la discussion et la concrétisation par branche d'industrie, localement et jusque dans les entreprises.

La Commission nationale rappelle que l'article 3 de l'ordonnance instituant les Comités d'entreprise leur fait obligation d'étudier toutes les suggestions émises par le personnel, en ce qui concerne la production. Les délégués élus doivent donc proposer l'application des suggestions qu'ils auront retenues, pour orienter la production de l'entreprise dans un sens pacifique."

#### PART V. MISCELLANEOUS

36. Un dépôt d'armes fut découvert à Fontenay-Montreuil, dans la banlieue de Paris. Il y avait des indices que le P.C.F. était derrière l'affaire. La section communiste de Fontenay-sous-Bois a publié, le 14.11.50, une déclaration dont voilà le passage essentiel:

"Ceux qui sont à l'origine de la provocation ont trouvé en Victor CLARY, Julien BACH et André PICOT, des individus à tout faire. La section communiste de Fontenay-sous-Bois, en réponse aux allégations de certains journaux, déclare que ces trois personnages ne sont pas membres du Parti et n'ont rien de commun avec lui.

Quant à Georges KRAFT, qui était membre du Parti, il fut, dans cette provocation, ou bien le jouet des agents provocateurs ou leur complice. Ayant été mis au courant de l'existence de ce dépôt d'armes et ne l'ayant pas dénoncé, Georges KRAFT a enfreint la politique du Parti, parfaitement connue, qui place toute sa confiance dans l'action politique unie des masses; c'est pour ces raisons que le secrétariat de la section de Fontenay-sous-Bois a décidé l'exclusion publique de George KRAFT des rangs du Parti.